

Sortir de la politique de transformation libérale.

Le moment du bilan approche et celui de l'actuel Gouvernement est marqué par une baisse continue du budget moyen par étudiant. L'enseignement supérieur n'a pas été une priorité du Président Macron. Les universités ont accueilli, chaque année, près de 45 000 étudiants supplémentaires, sans compensation budgétaire et sans création de postes.

Parcoursup est l'outil donné aux universités pour gérer l'accès des étudiants à leurs formations. Certaines universités, notamment parisiennes, donnent une grande importance à des critères sociaux, comme le classement du lycée d'origine. Leur bassin de recrutement s'est ainsi réduit à quelques lycées parisiens. D'autres ont tenté de continuer à assurer leurs missions de service public. En l'absence d'une politique nationale qui se donnerait pour objectif de corriger ces disparités, les écarts de moyens entre les universités ont augmenté. En l'occurrence, l'université de Nanterre est un établissement dont le taux d'encadrement et le budget par étudiant sont les plus bas de France.

Le président de Nanterre n'est pas un patron et les étudiants ne sont pas ses salariés. Il essaye de maintenir à flot le service public de l'enseignement supérieur avec le budget que lui donne le Gouvernement. L'université de Nanterre a consacré, sans compensation budgétaire, des moyens considérables pour aider les étudiants durant la pandémie. Elle est aujourd'hui au bord de la banqueroute. Le budget de sa masse salariale est utilisé à 99 % et elle n'a plus aucune capacité de recrutement. Malgré tout, l'équipe pédagogique a fait l'effort d'accueillir 250 étudiants supplémentaires, sans aucune aide du ministère. Lui demander toujours davantage c'est encore accroître son déficit d'encadrement et d'accompagnement pédagogique.

Le risque est grand de constituer ainsi un enseignement supérieur à deux vitesses avec des universités bien dotées et sélectionnant les étudiants qu'elles considèrent comme socialement les plus intéressants et d'autres soumises à des contraintes budgétaires qui ne leur permettent plus d'assurer des enseignements de qualité. D'un côté des universités du classement de Shanghai et de l'autre des universités de proximité ou de relégation assurant le service public de l'enseignement supérieur et accueillant les étudiants dont les premières ne veulent plus. On perçoit bien que la prochaine étape de cette politique de désengagement est de demander aux collectivités d'assurer le soutien des universités de leur territoire et de réserver le financement de l'État à la dizaine de pôles universitaires qu'il jugera capable d'affronter la concurrence internationale du marché de la connaissance.

L'autonomie des universités commence à produire ses effets et la concurrence qu'elle organise entre les établissements accélère leur différenciation. Pour lutter contre cette politique de transformation libérale de l'université et défendre le service public, il faut exiger de l'État qu'il garantisse à tous les étudiants l'égalité du droit d'accès à l'enseignement supérieur en demandant à l'ensemble des établissements d'assurer solidairement leur accueil. Il n'est pas moralement juste et politiquement lucide d'exiger de la seule université de Nanterre d'assumer toute la charge d'un service public que le Gouvernement a décidé de progressivement abandonner. Son président n'est pas plus responsable de la dégradation du service public que ne l'est le conducteur d'une rame de RER !

*Pierre Ouzoulias, sénateur des Hauts-de-Seine
Novembre 2021*